



Présidence
Direction générale
des services

**PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
D'AVIGNON UNIVERSITE**

SEANCE DU 15 DECEMBRE 2020

-

EN VISIOCONFERENCE

Le 15 décembre 2020 à 14h30, les membres du Conseil d'administration d'Avignon Université se sont réunis en visioconférence sur convocation du Président de l'établissement.

ÉTAIENT PRÉSENT.E.S

M. Philippe ELLERKAMP, Président d'Avignon Université

M. Samuel PRISO-ESSAWE, Vice-président du Conseil d'administration (VP CA)

M^{me} Catherine CARBONE, Directrice adjointe de la Direction régionale académique de l'enseignement supérieur (DRAES), représentant le Recteur de la Région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur

Collège A

M^{mes} et MM. LE FRIANT, CASTELNUOVO, LEFEVRE (procuration à M^{me} LE FRIANT à partir de 16h05), BLANKE

Collège B

M^{me} et M. ELLERKAMP, RAULT

Collège BIATSS

M^{me} et MM. BERNARD, ANDRE, BERRAG

Collège ÉTUDIANT

M^{me} et M. GOUGEON, WIDENDAELE

Collège Personnalités Extérieures

M^{mes} et MM. GAGNIARD (Ville d'Avignon), FAURE (Société AGRO'NOVAE), CAILLE (Syndicat des métaux de Marseille), GONTARD (Cabinet d'avocats GONTARD, LECOQ-AFFAGARD, PTAK & ASSOCIES), REBMEISTER (Collège Frédéric Mistral)

REPRÉSENTÉ.E.S

M^{me} et MM. MACE-BARBIER (procuration à M^{me} LE FRIANT), COSTA (procuration à M^{me} BLANKE), NABOT (procuration à M. ELLERKAMP)

ABSENT.E.S ET EXCUSÉ.E.S

M^{mes} et MM. GIMELLO-MESPLOMB, LUNARDELLI, DURAND, WENZEL, POITTEVIN, BRUN, DIONE, SANTONI, BISSIERE

PARTICIPANT À TITRE CONSULTATIF DE DROIT

M. BARBE, Directeur de la Bibliothèque universitaire, excusé

M. BOUBERTEKH, Directeur Général des Services (DGS), présent

M. GUINTOLI, Agent comptable, présent

M. GUIN, Président du Grand Avignon, excusé

INVITÉ-E-S PRÉSENT-E-S

M^{me} ABONNEN, Vice-présidente déléguée à la Vie universitaire (VP VU)

M^{me} ANDRZEJEWSKI, Conseillère Sûreté (FSD) et Ingénierie des Risques (CSIR)

M. BOURDAGEAU, Directeur des ressources humaines (DRH), Directeur général adjoint (DGA)

M^{me} DRANSART, Directrice de l'Institut universitaire de technologie (IUT)

M. DRIDER, Vice-président étudiant (VPE)

M^{me} FALKERT, Doyenne de l'UFR Arts, Lettres et Langues (ALL)

M. LAURANT, Vice-président délégué à l'Insertion professionnelle (VP IP)

M. MARNEFFE, Directeur des Finances, des Achats et du Contrôle Interne (DFACI), Directeur général adjoint (DGA)

M. MARREL, Doyen de l'UFR Droit, Economie, Gestion (DEG)

M^{me} MAUBERNARD, Directrice adjointe de la Bibliothèque universitaire

M. POLIDORI, Vice-président de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire (VP CFVU)

M^{me} PORTAL, Chargée d'affaires administratives et institutionnelles

M^{me} SAVARIT, Directrice adjointe des finances, des achats et du contrôle interne, Responsable des affaires budgétaires

**Ordre du jour de la séance du Conseil d'administration
réuni en formation plénière le 15 décembre 2020**

1. Informations générales
 - Crise sanitaire Covid-19 : point de situation
2. Approbation des procès-verbaux de séance du Conseil d'administration
 - 2.1 Réunion du 22 septembre 2020
 - 2.2 Réunion du 3 novembre 2020
3. Affaires financières
 - 3.1 Présentation du budget rectificatif de l'exercice 2020 pour information
 - 3.2 Approbation du projet de budget initial 2021
4. Ressources humaines
 - 4.1 Politique d'emplois 2021
 - 4.1.1 Approbation du projet de campagne d'emplois enseignants-chercheurs et enseignants
 - 4.1.2 Approbation du projet de campagne d'emplois BIATSS
 - 4.2 Adhésion d'Avignon Université au Service de Médecine préventive du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de Vaucluse (CDG84)
 - 4.3 Approbation de la dématérialisation des bulletins de paye des agents d'Avignon Université (ENSAP)
 - 4.4 Approbation des critères d'évaluation des candidatures à un congé pour projet pédagogique (CPP)
5. Reconduction de la politique d'accueil des étudiants assujettis aux droits d'inscription différenciés pour l'année universitaire 2021-2022
6. Formation et Vie étudiante
 - 6.1 Prolongation du régime transitoire relatif aux conditions de télé-enseignement
 - 6.2 Approbation du projet « SOFT Naturalité » déposé dans le cadre de l'action « Territoires d'innovation pédagogique » de l'appel à projets « Campus des métiers et des qualifications » (PIA3)
 - 6.3 Création des parcours de Bachelor universitaires de technologie (BUT) pour l'année universitaire 2021-2022
 - 6.4 Approbation de l'offre de formation de l'Institut national supérieur du professorat et de l'éducation (INSPE) à la rentrée 2021
 - 6.5 Approbation des capacités d'accueil en BUT, licence et master au titre de l'année universitaire 2021-2022
 - 6.6 Approbation des attendus locaux et des critères d'examen des dossiers de candidature en BUT et licence (ParcourSup) au titre de l'année universitaire 2021-2022
 - 6.7 Approbation des modalités et des conditions de sélection à l'entrée en master au titre de l'année universitaire 2021-2022
 - 6.8 Aides exceptionnelles aux étudiants (reliquat 2019-2020) : approbation des propositions de la Commission « Contribution de vie étudiante et de campus » (séance du 19 novembre 2020)
7. Conventions
 - 7.1 Approbation de la convention de coopération entre Avignon Université, l'Institut Supérieur d'Agriculture Rhône-Alpes (ISARA) et l'Institut de Formation Régional des Industries Alimentaires de la Région Sud PACA (IFRIA) au titre de l'année universitaire 2020-2021

- 7.2 Approbation de la convention de coopération entre Avignon Université et l'Institut Supérieur de Formation Fruits et Légumes (ISFFEL) au titre de l'année universitaire 2020-2021
 - 7.3 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique entre Avignon Université et la SARL IBL au titre de l'année universitaire 2020-2021 (dépassement seuil tarifaire)
 - 7.4 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique entre Avignon Université et l'Association Rheso au titre de l'année universitaire 2020-2021 (dépassement seuil tarifaire)
8. Questions diverses

Relevé de décisions

Membres composant le conseil : 28

Membres présents : 16

Membres suppléés : 3

Membres absents et non suppléés : 9

1. Informations générales

- Crise sanitaire Covid-19 : point de situation

⇒ Pour information du Conseil d'administration

2. Approbation des procès-verbaux de séance du Conseil d'administration

2.1 Réunion du 22 septembre 2020

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

2.2 Réunion du 3 novembre 2020

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

3. Affaires financières

3.1 Présentation du budget rectificatif de l'exercice 2020 pour information

⇒ Pour information du Conseil d'administration

3.2 Approbation du projet de budget initial 2021

⇒ Budget principal initial - vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (*une abstention*)

⇒ Budget initial de la Fondation universitaire - vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (*une voix contre*)

4. Ressources humaines

4.1 Politique d'emplois 2021

4.1.1 Approbation du projet de campagne d'emplois enseignants-chercheurs et enseignants

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

4.1.2 Approbation du projet de campagne d'emplois BIATSS

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

4.2 Adhésion d'Avignon Université au Service de Médecine préventive du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de Vaucluse (CDG84)

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

4.3 Approbation de la dématérialisation des bulletins de paye des agents d'Avignon Université (ENSAP)

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

4.4 Approbation des critères d'évaluation des candidatures à un congé pour projet pédagogique (CPP)

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

5. Reconduction de la politique d'accueil des étudiants assujettis aux droits d'inscription différenciés pour l'année universitaire 2021-2022

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

6. Formation et Vie étudiante

6.1 Prolongation du régime transitoire relatif aux conditions de télé-enseignement

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

6.2 Approbation du projet « SOFT Naturalité » déposé dans le cadre de l'action « Territoires d'innovation pédagogique » de l'appel à projets « Campus des métiers et des qualifications » (PIA3)

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

6.3 Création des parcours de Bachelor universitaires de technologie (BUT) pour l'année universitaire 2021-2022

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité sous réserve que soient réunies les conditions notamment financières de leur mise en œuvre

6.4 Approbation de l'offre de formation de l'Institut national supérieur du professorat et de l'éducation (INSPE) à la rentrée 2021

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

6.5 Approbation des capacités d'accueil en BUT, licence et master au titre de l'année universitaire 2021-2022

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

6.6 Approbation des attendus locaux et des critères d'examen des dossiers de candidature en BUT et licence (ParcourSup) au titre de l'année universitaire 2021-2022

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

6.7 Approbation des modalités et des conditions de sélection à l'entrée en master au titre de l'année universitaire 2021-2022

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

6.8 Aides exceptionnelles aux étudiants (reliquat 2019-2020) : approbation des propositions de la Commission « Contribution de vie étudiante et de campus » (séance du 19 novembre 2020)

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

7 Conventions

7.1 Approbation de la convention de coopération entre Avignon Université, l'Institut Supérieur d'Agriculture Rhône-Alpes (ISARA) et l'Institut de Formation Régional des Industries Alimentaires de la Région Sud PACA (IFRIA) au titre de l'année universitaire 2020-2021

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

7.2 Approbation de la convention de coopération entre Avignon Université et l'Institut Supérieur de Formation Fruits et Légumes (ISFFEL) au titre de l'année universitaire 2020-2021

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

7.3 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique entre Avignon Université et la SARL IBL au titre de l'année universitaire 2020-2021 (dépassement seuil tarifaire)

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

7.4 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique entre Avignon Université et l'Association Rheso au titre de l'année universitaire 2020-2021 (dépassement seuil tarifaire)

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

8 Questions diverses

⇒ Néant

Après s'être assuré que le quorum est atteint, le Président d'Avignon Université ouvre la séance.

1. Informations générales

- Crise sanitaire Covid-19 : point de situation

Le Président invite Madame Florence Andrzejewski, Conseillère Sûreté et Ingénierie des risques (CSIR/FSD) a dressé un point sur la situation sanitaire.

Depuis le 19 septembre dernier, 136 cas positifs ont été recensés au sein de l'établissement. Le taux de positivité à Avignon Université reste très en-deçà de celui observé dans le département du Vaucluse.

L'accueil des examens en présentiel a été mis en place depuis le 9 novembre 2020 selon les protocoles sanitaires en vigueur. La conversion du gymnase du site centre-ville en salle d'examens a permis de mener à bien le planning prévisionnel de fin de semestre 1. La tenue des travaux pratiques (TP) en présentiel s'est déroulée dans des conditions acceptables.

De nouvelles instructions de la Direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP) vont intervenir d'ici le début de l'année 2021 qui permettront de préparer la phase 2 du plan de gestion interne de la pandémie. La situation sanitaire dans le Vaucluse reste très préoccupante à ce jour.

⇒ **Pour information du Conseil d'administration**

2. Approbation des procès-verbaux de séance du Conseil d'administration

2.1 Réunion du 22 septembre 2020

Le Président invite les membres du Conseil à faire part de remarques éventuelles sur le projet de procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration (CA) du 22 septembre 2020 (*cf. annexe point 2.1*).

A défaut d'observation, le Président soumet ce procès-verbal au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

2.2 Réunion du 3 novembre 2020

Le Président invite les membres du Conseil à faire part de remarques éventuelles sur le projet de procès-verbal de la réunion du CA du 3 novembre 2020 (*cf. annexe point 2.2*).

A défaut d'observation, le Président soumet ce procès-verbal au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

3. Affaires financières

Compte tenu de l'exigence de quorum physique requis en matière budgétaire, Monsieur Samuel Priso-Essawe, Vice-président du CA (VP CA), propose de commencer par la présentation du projet de budget initial 2021 donnant lieu à un vote des administrateurs (point 3.2). Pour une meilleure lisibilité, la rédaction du présent procès-verbal reprend l'ordre du jour initialement établi.

3.1 Présentation du budget rectificatif de l'exercice 2020 pour information

Le VP CA invite Monsieur Thierry Marneffe, Directeur des finances, des achats et du contrôle interne (DFACI), à présenter ce point.

Ce budget rectificatif (BR) unique a été arrêté par le Président de l'université en application de la délégation de pouvoir qu'il détient du CA. Il a été transmis au contrôle budgétaire du Recteur de région académique le 1^{er} décembre dernier et deviendra exécutoire au terme d'un délai de 15 jours à compter de la réception des documents par ce dernier.

Ce BR poursuit deux objectifs principaux : le rapprochement de la prévision d'exécution à la prévision budgétaire et la déprogrammation d'une partie des crédits dont il paraît évident qu'ils ne pourront être consommés durant le présent exercice (reprogrammation sur l'exercice suivant). Il contribue ainsi à l'amélioration du taux d'exécution budgétaire de l'établissement.

Les axes d'élaboration de ce BR sont les suivants :

- Prise en compte de la diminution des produits et des ressources constatée sur les opérations pluriannuelles suivies « à l'avancement » du fait, principalement, de la crise sanitaire ;
- Réduction de la prévision de masse salariale correspondante, les recrutements prévus ayant été repoussés ;
- Réduction des prévisions de dépenses de fonctionnement dont il se confirme, à fin novembre, qu'elles apparaissent sensiblement surestimées ;
- Déprogrammation des dépenses d'investissement sur opérations pluriannuelles : projet NCU « CAPACITE », projet de déménagement du laboratoire de pharm-écologie cardiovasculaire (LaPEC), autres volets du programme pluriannuel d'investissement (PPI).

Concrètement, cela se traduit par :

- La diminution des prévisions d'encaissement et la déprogrammation de projets gérés à l'avancement en matière de contrats de recherche ;
- La déprogrammation du projet d'investissement du LaPEC géré à l'avancement ;
- La déprogrammation partielle des projets CAPACITE et EUR IMPLANTEUS gérés à l'avancement ;
- La sous-consommation des crédits de fonctionnement ;
- La reprogrammation partielle du PPI.

Enfin, Monsieur Marneffe présente les effets de ce BR sur le solde budgétaire, la variation de trésorerie, le compte de résultat et la variation du fonds de roulement (budget agrégé).

(cf. annexes point 3.1 – Diaporama de présentation / Note de présentation de l'ordonnateur / Liasses budgétaires).

Le budget rectificatif 2020 a été présenté pour information à la Commission des finances le 4 décembre dernier.

Prenant la parole, le Président indique que sans la décision du Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI) de transférer au sein de la subvention pour charges de service public (SCSP) de l'établissement 500 000 euros de crédits de fonctionnement vers la masse salariale, et sans les moyens ORE, il n'y aurait d'autre campagne d'emplois que le remplacement des départs en retraite et des rares mutations. L'obtention de ces 500 000 euros qui viennent abonder de manière pérenne la masse salariale de l'établissement est le fruit de longues négociations avec le Ministère sur plus de quatre années et ne couvre qu'un dixième de ce qui devrait revenir à l'établissement s'il était financé à la hauteur de ses effectifs étudiants. La sous-dotation d'Avignon Université est un vrai sujet qu'il faut travailler en interne dans une approche stratégique globale pour pouvoir avancer de manière fiable, sécurisée et pérenne.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA. Aucune observation n'est formulée.

⇒ **Pour information du Conseil d'administration**

3.2 Approbation du projet de budget initial 2021

En préambule, le VP CA présente **les éléments d'élaboration budgétaire externes** à l'université : les moyens nouveaux intégrés à la SCSP (mise en œuvre de la loi relative à l'orientation et à la réussite des étudiants dite loi ORE, réforme des modalités d'accès aux études de santé, congés pour projet pédagogique, revalorisations indemnitaires de personnels, mise en œuvre des parcours professionnels carrières rémunérations - PPCR, actualisations et mesures diverses, plan de relance), les moyens complémentaires alloués notamment dans le cadre du dialogue stratégique et de gestion (DSG) ou du plan de relance destinés aux créations de places à la rentrée 2021 et les crédits alloués au titre du contrat de plan Etat-Région (CPER) 2021-2027. Sur ce dernier point, le VP CA rappelle les trois projets déposés au titre du CPER 2021-2027 : la rénovation du bâtiment sud du campus Hannah Arendt, la construction d'un amphithéâtre sur le campus Jean-Henri Fabre et l'extension de la halle technologique de l'Institut universitaire de technologie – IUT.

Le VP CA présente ensuite **les éléments d'élaboration budgétaire propres à l'établissement** : les effectifs étudiants constants, l'accroissement des surfaces (ouverture du nouveau bâtiment hébergeant le LaPEC et la soumission du budget de la Fondation universitaire lui permettant a minima de faire face à ses dépenses de masse salariale).

Le projet de budget 2021 tient compte **des grandes orientations issues du débat d'orientation budgétaire (DOB)** du 9 juin dernier :

- **en matière de formation** : renforcement du potentiel d'enseignement à distance, poursuite de la mise en œuvre du projet CAPACITE, dynamisation des projets d'enseignement et remise à niveau des matériels pédagogiques ;

- **en matière de recherche** : consolidation du projet identitaire, accompagnement des chercheurs et des structures de recherche, soutien de la recherche à l'international, grands projets structurants, développement économique, augmentation de la dotation des laboratoires et des structures fédératives, accompagnement des projets de laboratoires ;
- **en matière de fonctionnement** : soutien à la recherche, prise en compte du développement durable et de la protection de l'environnement dans les dépenses de fonctionnement, recours aux services de cabinets spécialisés pour mener des études prospectives dans tous les domaines qui le nécessitent ;
- **en matière de personnel** : sécurisation des postes de lecteurs et de maîtres de langues, maintien des postes d'ATER statutaires, ATER sur postes vacants avant publication définitive d'un poste d'enseignant-chercheur, réduction progressive des contrats de professeurs ou maîtres de conférences associés à mi-temps pour orienter ces ressources vers la création d'emplois statutaires, limitation du recours aux enseignants contractuels LRU, dotation des composantes en heures complémentaires conditionnées aux efforts de restructuration des formations en direction des axes identitaires ;
- **en matière d'investissement** : sept grandes priorités composent le PPI 2018-2021, le déménagement du LaPEC, l'accessibilité la sûreté et la sécurité, le réaménagement des espaces de travail de l'administration, l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments, la modernisation des systèmes d'information, les équipements de recherche et le plan de relance (rénovation thermique des bâtiments).

Le projet de budget 2021 a été élaboré sur la base de la pré-notification des moyens alloués à l'établissement pour l'exercice à venir, en y ajoutant les diverses ressources en provenance du MESRI connues à ce jour ou que l'établissement est en mesure d'évaluer avec un degré de précision satisfaisant.

Monsieur Marneffe et Monsieur Stéphane Bourdageau, Directeur des ressources humaines (DRH), présentent **le projet de budget agrégé en autorisations budgétaires** : prévisions d'encaissements, autorisations d'engagement, autorisations d'emplois et prévisions de masse salariale, prévisions de décaissement, tableaux des autorisations budgétaires et de l'équilibre financier (*cf. annexes 3.2 – diaporama de présentation – diapositives 26 à 41 / note de présentation de l'ordonnateur pages 13 à 22*).

Monsieur Marneffe présente enfin **le compte de résultat et la situation patrimoniale de l'université** (fonds de roulement, prévisions de charges et d'emplois, prévisions de produits et de ressources, capacité d'autofinancement, dotation aux amortissements), **les équilibres généraux** (analyse de la trésorerie et du fonds de roulement) et **l'analyse de la soutenabilité** du projet de budget 2021 (*cf. annexes 3.2 – diaporama de présentation – diapositives 42 à 50 / note de présentation de l'ordonnateur pages 22 à 26*).

Pour conclure, Monsieur Marneffe indique que le projet de budget initial 2021 a recueilli l'avis favorable de la Commission des finances le 4 décembre dernier.

(*cf. annexes point 3.2 – Diaporama de présentation / Note de présentation de l'ordonnateur / Liasses budgétaires*)).

La parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Allal Berrag demande si un minimum de complément indemnitaire annuel (CIA) a été provisionné dans le projet de budget initial 2021. Il demande par ailleurs ce qu'il advient du reliquat de masse salariale 2020.

Prenant la parole, le DRH indique que le budget prévisionnel de masse salariale tient compte de différents besoins et produit, au terme de l'exécution d'un exercice, un solde exécuté. L'exécution du budget de masse salariale avoisine les 100 % soit une exécution quasiment intégrale. Les budgets sont construits d'une année sur l'autre en tenant compte des dépenses de l'année précédente en y intégrant des besoins nouveaux. Il ressort des dépenses des années précédentes, depuis 2017 en tous cas, un CIA d'un montant se situant entre 72 000 et 78 000 euros. Il y a toutes les chances qu'en fin d'exercice, l'établissement parvienne à une exécution qui permette de distribuer un CIA. Le DRH précise que la distribution d'un CIA est un exercice de dotation facultatif.

Pour compléter, le Président rappelle que dans le cadre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP), les établissements ont pu mettre en œuvre l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE). La mesure suivante a été le CIA. Néanmoins, très peu d'universités l'ont mise en place. Depuis l'existence de ce dispositif, Avignon Université s'emploie à le mettre en œuvre à hauteur de ce qui a été évoqué précédemment et continuera dans cette voie dans la mesure du possible. La distribution du CIA aux agents de l'établissement n'équivaut pas à la redistribution de la masse salariale non consommée dont le taux d'exécution se monte cette année à +/-99,6 %.

Monsieur Marneffe indique en effet que la non-exécution du budget de masse salariale ne doit pas être considérée comme une marge pouvant être répartie en fin d'exercice. Les crédits non consommés doivent être appréhendés à la lumière des dépenses qui y sont associées.

Reprenant la parole, Monsieur Berrag indique que la redistribution des reliquats de masse salariale pourrait être considérée comme une mesure sociale. En effet, si ces reliquats sont dus à des emplois non pourvus, une redistribution équitable pourrait bénéficier aux agents ayant pu supporter une surcharge de travail pour compenser ces vacances d'emplois.

Le Président rappelle que lors de la mise en place du CIA au sein de l'université, les syndicats n'ont pas manqué de souligner que ce dispositif intègre très explicitement les notions d'engagement et de façon de servir des agents. Le CIA est appréhendé réglementairement comme une prime au mérite et non comme une mesure sociale. Le CIA se distingue des autres dispositifs existants ayant une vocation sociale. Le Président confirme sa volonté de poursuivre la mise en œuvre du dispositif du CIA au sein de l'établissement sous réserve de faisabilité. En termes de prévisions de masse salariale, tous les recrutements finançables sont réalisés. Pour compléter, le DRH indique qu'il ne s'agit en effet que d'un décalage. En effet, les vacances d'emplois sont tôt ou tard pourvues, le temps que les recrutements soient opérés.

De manière plus globale, l'objectif est de trouver un juste équilibre entre la rémunération des agents dans le cadre des régimes indemnitaires notamment ceux qui sont facultatifs comme le CIA, et la consolidation des ressources de l'établissement pour financer des emplois. Le financement des emplois est aussi un soutien à l'activité de l'ensemble des personnels permettant à l'établissement de faire face à ses missions sans surcharge pour les personnels.

A l'issue de ces échanges, les membres du CA sont invités à procéder à deux votes distincts, l'un portant sur le budget principal initial et l'autre sur le budget initial de la Fondation universitaire au titre de l'année 2021.

Budget principal initial 2021 :

1) Autorisations budgétaires

- 705 ETPT sous plafond
- 64 452 059 € d'autorisations d'engagement dont :
 - 50 490 588 € personnel
 - 9 569 556 € fonctionnement
 - 0 € intervention
 - 4 391 915 € investissement
- 64 267 437 € de crédits de paiement dont :
 - 50 490 588 € personnel
 - 9 324 934 € fonctionnement
 - 0 € intervention
 - 4 451 915 € investissement
- 62 206 674 € de prévisions de recettes
- -2 060 763 € de solde budgétaire (déficit)

2) Prévisions comptables

- -1 827 763 € de variation de trésorerie (prélèvement)
- 373 364 € de résultat patrimonial (excédent)
- 1 263 364 € de capacité d'autofinancement
- -2 370 654 € de variation de fonds de roulement (prélèvement)

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier et de la situation patrimoniale seront annexés à la présente délibération.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (*une abstention*)**

Budget initial de la Fondation universitaire 2021 :

1) Autorisations budgétaires

- 17 000 € d'autorisations d'engagement dont :
 - 3 000 € personnel
 - 14 000 € fonctionnement
 - 0 € intervention
 - 0 € investissement
- 17 000 € de crédits de paiement dont :
 - 3 000 € personnel
 - 14 000 € fonctionnement
 - 0 € intervention
 - 0 € investissement
- 0 € de prévisions de recettes
- -17 000 € de solde budgétaire (déficit)

2) Prévisions comptables

- -17 000 € de résultat patrimonial (déficit)
- -17 000 € d'insuffisance d'autofinancement
- -17 000 € de variation de fonds de roulement (prélèvement)

Les tableaux des autorisations budgétaires et de la situation patrimoniale seront annexés à la présente délibération.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une voix contre)**

4. Ressources humaines

4.1 Politique d'emplois 2021

Le VP CA invite Monsieur Bourdageau à présenter la campagne d'emplois 2021.

4.1.1 Approbation du projet de campagne d'emplois enseignants-chercheurs et enseignants

La campagne d'emplois enseignants-chercheurs (EC) et enseignants (E) 2021 est dimensionnée à dix-huit postes dont quinze postes en création et trois postes en rehaussement (passage de maîtres de conférence – MCF – en professeurs des universités – PR). Parmi ces dix-huit postes, six postes sont financés au titre de la loi ORE, sept sont financés sur la masse salariale 2021 par le biais de l'opération de transformation de crédits de fonctionnement en crédits de masse salariale, les cinq derniers postes correspondant à des postes vacants.

Quatre postes sont inscrits au projet de campagne d'emplois 2021 sous réserve de confirmation de l'octroi de crédits de type ORE. Ces crédits correspondent à des augmentations de capacités d'accueil octroyées et qui ont été retirées dans le cadre du projet de dotation de l'établissement parce que les confirmations d'inscriptions étudiantes ont été constatées ultérieurement à la date d'examen des inscriptions. Ces crédits ORE se portent à 225 000 euros. Le maintien de ces quatre postes est donc conditionné à la restauration de ces crédits.

Le DRH présente la répartition de cette volumétrie composante par composante ainsi que les supports, les profils de postes et les unités de recherche d'accueil le cas échéant (*cf. annexe point 4.1.1*).

Le projet de campagne d'emplois 2021 a recueilli l'avis favorable du Conseil académique plénier (CAC plénier) et du Comité technique (CT) de l'établissement respectivement les 1^{er} et 8 décembre dernier.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA. Aucune observation n'est formulée.

Le VP CA soumet ce projet de campagne d'emplois EC et E 2021 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4.1.2 Approbation du projet de campagne d'emplois BIATSS

La campagne d'emplois BIATSS 2021 est dimensionnée à douze postes dont quatre créations et huit opérations de repyramidage qui permettent notamment l'ouverture de concours internes en vue de la progression de carrière pour les personnels de l'établissement.

Le DRH présente la répartition de cette volumétrie par structure ainsi que les profils de postes et les types de concours associés (cf. annexe point 4.1.2).

Le projet de campagne d'emplois BIATSS 2021 a recueilli l'avis favorable du CT en sa séance du 8 décembre 2020.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Berrag relève un delta important entre les besoins exprimés (demandes d'emplois) et les postes inscrits au projet de campagne d'emplois. Il demande à ce que soient précisés les critères qui ont été retenus pour aboutir à cette volumétrie.

Monsieur Bourdageau indique que dans le cadre des campagnes d'emplois de l'établissement, une circulaire interne précise les orientations stratégiques. Cette année, l'établissement a souhaité mettre l'accent sur les fonctions soutien à la recherche et aux formations afin notamment d'alléger la charge des personnels EC qui sont souvent contraints d'assurer des activités administratives. Plus globalement, les demandes d'emplois émanant des services et des composantes font l'objet d'un classement concerté par priorité, certaines étant remontées au rang d'utile, d'autres relevant d'un absolu comme par exemple le recrutement d'un.e ingénieur.e en expérimentation et instrumentation biologiques pour le LaPEC faute de quoi la Préfecture n'autoriserait plus l'établissement à exploiter l'animalerie. Un autre exemple de priorité absolue est celui du recrutement d'un.e chargé.e d'opérations immobilières pour la prise en charge à la fois de la rénovation bâtiminaire, des améliorations de l'habitat, de la conduite d'opérations énergétiques et des opérations à venir dans le cadre du CPER.

Prenant la parole, le Président indique que le volume constant des demandes d'emplois formulées par les services et les composantes traduit une continuité dans les besoins et conforte la légitimité de ces besoins. L'équipe de direction œuvre sans discontinuer auprès des tutelles afin d'obtenir une augmentation significative de la dotation de l'établissement qui lui permettra de faire face à tous les grands chantiers à venir. Malgré sa situation de sous-encadrement chronique, l'établissement ne peut que se féliciter de sa performance. Les efforts seront poursuivis afin qu'Avignon Université soit dotée en personnels à la hauteur de ses mérites.

A l'issue de ces échanges, le VP CA soumet le projet de campagne d'emplois BIATSS 2021 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4.2 Adhésion d'Avignon Université au Service de Médecine préventive du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de Vaucluse (CDG84)

L'adhésion au service de médecine préventive du CDG84 est une opération qui a été lancée il y a près d'un an pour obtenir une prestation de services en matière de médecine de prévention. Le CDG84 a opéré le recrutement d'un médecin supplémentaire pour la prise en charge de l'établissement et de ses sept cents personnels.

Ce projet de convention comprend tous les éléments qu'un service de médecine de prévention peut prendre en considération, à savoir les visites habituelles auxquels sont soumis les personnels, les visites dans le cadre d'un système médical renforcé pour les agents exposés à des risques particuliers, les visites préalables au recrutement ou de reprise après une absence ou encore les campagnes de sensibilisation en matière de prévention sanitaire.

Les médecins de prévention assisteront aux réunions du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) de l'établissement au titre de leurs fonctions de conseil et rendront un rapport annuel sur la médecine de prévention et la surveillance des agents de l'établissement.

Des discussions sont toujours en cours avec le CDG84 sur la question des points de visite. A ce jour, le site de consultation est localisé sur Agroparc. L'établissement négocie également un point de visite sur le centre-ville. Si tel n'était pas le cas, un dispositif serait mis en place en matière de transports pour faciliter le déplacement des personnels du campus Hannah Arendt sur le site d'Agroparc.

Le projet de convention prévoit un tarif forfaitaire de 75 euros TTC par agent au 1^{er} janvier de chaque année soit l'équivalent de +/-55 000 euros. Ce montant est très en-deçà de ce que pourrait coûter à l'établissement un recrutement annuel de médecin ou la constitution d'un cabinet médical propre à l'université.

(cf. annexe point 4.2).

Le projet de convention d'adhésion au service de médecine préventive du CDG84 a recueilli l'avis favorable à l'unanimité du CT en sa séance du 8 décembre dernier.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet ce projet de convention au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4.3 Approbation de la dématérialisation des bulletins de paye des agents d'Avignon Université (ENSAP)

Depuis avril 2020, les agents d'Avignon Université bénéficie d'un espace numérique sécurisé (ENSAP) leur permettant d'avoir accès, sous forme dématérialisée, à leurs bulletins de paye et attestations fiscales notamment, en-sus des exemplaires papier (cf. annexe point 4.3).

La dimension exclusive de cette dématérialisation doit passer par une décision du CA afin de permettre aux services financiers de ne plus procéder à l'édition de ces documents en format papier sauf demande expresse de l'agent.

L'adhésion d'Avignon Université à l'ENSAP a recueilli l'avis favorable à l'unanimité du CT en sa séance du 8 décembre dernier.

La parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Berrag salue la mise en œuvre de ce dispositif qui permet aux agents de disposer de leurs bulletins de paye en temps réel, ce qui n'était pas le cas lors de la remise papier (plusieurs mois de décalage).

Prenant la parole, Madame Blanke demande des précisions sur la possibilité pour les agents de continuer à se voir délivrer des bulletins de paye sous format papier.

Monsieur Bourdageau indique que cette possibilité est offerte sur simple demande de l'agent auprès de la DRH.

A l'issue de ces échanges, le VP CA soumet l'adhésion de l'établissement à l'ENSAP au vote des administrateurs en vue de l'accès dématérialisé des bulletins de paye pour les agents d'Avignon Université.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4.4 Approbation des critères d'évaluation des candidatures à un congé pour projet pédagogique (CPP)

Le VP CA invite Monsieur Ange Polidori, Vice-président de la Commission de la Formation et de la Vie universitaire (VP CFVU) à présenter ce point.

La création du CPP s'inscrit globalement dans une volonté du Ministère d'accompagner les établissements dans la mise en œuvre des grands projets de transformation pédagogique qui concernent les licences notamment et les projets des Nouveaux Cours à l'Université (NCU) en particulier. Les CPP sont le pendant pédagogique des congés pour recherches ou conversions thématiques (CRCT) sur le volet recherche.

Le VP CFVU présente les conditions d'attribution d'un CPP, sa périodicité, les modalités de rémunération durant le CPP, la procédure de candidature et les objectifs qui accompagnent le projet d'établissement (cf. annexe point 4.4 – circulaire relative au CPP).

En termes de financement, le Ministère a attribué à l'établissement trois semestres de CPP. Si ce dispositif rencontrait un certain succès en interne, l'établissement se propose de prendre en charge le financement de deux semestres supplémentaires à travers le budget NCU.

Le dispositif de CPP tel que présenté ci-dessus a recueilli l'avis favorable à l'unanimité du CAC plénier et du CT respectivement les 1^{er} et 8 décembre dernier.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet les critères d'évaluation des candidatures à un CPP au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

5. Reconduction de la politique d'accueil des étudiants assujettis aux droits d'inscription différenciés pour l'année universitaire 2021-2022

Le VP CA rappelle que depuis deux ans, les étudiants provenant des pays autres que de l'espace européen sont soumis à des droits d'inscription différenciés. Dans le cadre de leur politique d'exonération, les établissements ont la possibilité d'exonérer partiellement ou totalement ces étudiants.

Avignon Université a adopté et reconduit depuis deux ans une politique d'exonération basée sur les principes ci-après :

- une exonération ramenant les droits majorés applicables aux étudiant.e.s assujetti.e.s dont elle aura accepté l'inscription au taux des droits appliqués aux nationaux et assimilés ;
- une exonération accordée pour le cycle d'études dans lequel est effectuée l'inscription. Elle n'exclut pas le bénéfice éventuel d'une exonération totale pour difficultés sociales ;
- la mise en place d'une commission d'exonération, composée des Vice-Président.e.s CFVU et RI, du ou de la Vice-Président.e étudiant.e, des Responsables du Service des Etudes et de la Scolarité et de la Maison de l'International. Elle ne se substitue pas à la commission d'exonération pour raisons sociales.

Le Ministère a récemment modifié le calendrier d'adoption des politiques d'accueil des établissements et demande à ce que la politique conduite sur l'année universitaire 2021-2022 soit approuvée au plus tard à la mi-janvier 2021. C'est pourquoi le CA de l'établissement est sollicité ce jour pour se prononcer sur ce point.

L'ensemble des exonérations accordées par l'établissement atteint cette année le taux de 7,65 % des effectifs étudiants. La capacité totale d'exonérations (plafond réglementaire à 10 %) est donc suffisante pour poursuivre selon les mêmes termes cette politique d'exonération (cf. *annexe point 5*).

Le calendrier ministériel étant extrêmement contraint, le CA est invité à se prononcer sur la reconduction de cette politique d'accueil sous réserve d'un avis favorable de la Commission de la Recherche (CR) en sa séance du 14 janvier 2021. Il est précisé que la CFVU a d'ores et déjà émis un avis favorable à l'unanimité le 10 décembre dernier.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet la reconduction de la politique d'accueil des étudiants assujettis aux droits d'inscription différenciés pour l'année universitaire 2021-2022 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

6. Formation et Vie étudiante

6.1 Prolongation du régime transitoire relatif aux conditions de télé-enseignement

Le 22 septembre dernier, le CA s'est prononcé favorablement sur la mise en place d'un régime transitoire relatif aux conditions de télé-enseignement dans le cadre de la crise sanitaire covid-19 pour permettre aux personnels enseignants qui le souhaitent de poursuivre leurs enseignements en distanciel sans labellisation Flex-Hybrid (cf. *annexe point 6.1*).

Compte tenu de la prolongation de la situation pandémique, il est proposé de reconduire ce dispositif transitoire pour le semestre 2 de l'année universitaire en cours.

Cette reconduction a recueilli l'avis favorable à l'unanimité du CT en sa séance du 8 décembre dernier.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet la prolongation de ce régime transitoire pour le semestre 2 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

6.2 Approbation du projet « SOFT Naturalité » déposé dans le cadre de l'action « Territoires d'innovation pédagogique » (TIP) de l'appel à projets « Campus des métiers et des qualifications » (PIA3)

Le VP CA invite Monsieur Pascal Laurant, Vice-président délégué à l'Insertion professionnelle (VP IP), à présenter ce point.

Ce projet a vocation à être déposé le 22 janvier prochain au titre de l'action TIP du PIA3 et a pour objectif la structuration des campus des métiers et des qualifications (CMQ).

Ce projet régional prévoit la création d'un service d'orientation et de formation des territoires de la naturalité (SOFT Naturalité). Avignon Université pilote ce projet avec le CMQ « Agrosciences, Agroalimentaire et Alimentation » (CMQ 3A) qui fédère de nombreux partenaires, notamment l'Université Côte d'Azur avec son CMQ « Arômes, Parfums, Cosmétiques », le Pôle de compétitivité Innov'Alliance, la Région Sud PACA, la Région académique PACA et la Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF PACA).

Le projet SOFT Naturalité vise à structurer les CMQ de la Région autour d'un service disposant des ressources humaines, d'un budget de fonctionnement et d'investissement, pour répondre aux besoins en compétences exprimés par les entreprises présentes sur les marchés de la naturalité (de la production de la matière première jusqu'à la distribution, en passant par les procédés de transformation autour de l'alimentation de qualité, de la production des arômes, des parfums, des cosmétiques, de la nutraceutique et des intrants naturels).

Le SOFT Naturalité doit venir accompagner la transformation progressive des entreprises dans les domaines du numérique, de la digitalisation des process, de la transition écologique, avec des actions en faveur de la montée en compétences des entreprises et des individus mais aussi du recrutement de nouveaux collaborateurs.

Les actions proposées par le SOFT Naturalité s'articulent sur quatre axes :

- L'orientation et la communication à travers l'animation d'un réseau de prescripteurs en faveur des formations et des métiers de la naturalité, la mise en place d'un dispositif d'orientation active, suivie et personnalisée, la création d'outils de communication pour la valorisation des formations ;
- L'ingénierie de formation et l'intelligence artificielle à travers la mise en place d'une veille stratégique sur les métiers en tension, la prospective, la création d'un catalogue des formations de la naturalité et le déploiement d'une plateforme d'intelligence artificielle ;
- L'évaluation du dispositif d'orientation pour qualifier la pertinence d'action du réseau des prescripteurs, le suivi des publics orientés, l'ingénierie de formation sur l'insertion professionnelle des apprenants ;
- La recherche à travers la compréhension des processus intervenant dans la détermination des choix d'orientation et l'analyse des pratiques d'apprentissage dans les formations conçues en blocs de compétences.

La plateforme d'intelligence artificielle *Mindmatcher* est au cœur du projet SOFT Naturalité et va permettre d'actualiser en temps réel les besoins du marché du travail, d'analyser les parcours de formation et les métiers et de découper les formations en blocs de compétences.

Le budget total du projet se porte à +/-5 millions d'euros répartis entre les fonds du PIA3 sur une durée de six ans, des fonds publics en complément du PIA3 et des fonds privés à hauteur de 750 000 euros. L'objectif à terme est de pérenniser ce dispositif en faisant appel aux entreprises du marché par un système d'abonnement annuel sécurisant un volume d'activité récurrent.

(cf. annexe 6.2 – diaporama de présentation).

Le projet SOFT Naturalité a recueilli l'avis favorable à l'unanimité de la CFVU en sa séance du 10 décembre dernier.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet ce projet au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

6.3 Création des parcours de Bachelor universitaires de technologie (BUT) pour l'année universitaire 2021-2022

Le VP CA rappelle qu'à partir de la rentrée universitaire 2021, les IUT pourront proposer un parcours en trois ans conférant le grade de licence aux étudiants qui seraient diplômés d'un bachelor universitaire de technologie (BUT). Il invite le VP CFVU à présenter ce point.

La particularité de cette réforme est qu'elle est engagée à coûts constants. Les IUT de grande taille sont en capacité de fusionner leurs diplômes universitaires de technologie (DUT) avec les licences professionnelles (LP) à coûts constants. Les IUT de moindre taille sont dans l'incapacité de mettre en face des DUT des LP sans générer des coûts globaux en augmentation.

La mise en œuvre de la réforme des BUT s'inscrit dans un environnement très incertain, les impacts financiers sur le budget de l'établissement se manifesteront dans trois ans, lorsque les effectifs étudiants de deuxième année intégreront cette troisième année de formation.

L'ouverture des BUT est imposée dès la rentrée 2021. Pour ce faire, l'établissement est tenu d'approuver la création de ces parcours pour assurer leur saisie sur Parcoursup dès à présent.

La CFVU s'est prononcée favorablement à l'unanimité en sa séance du 26 novembre dernier. Une réserve a toutefois été émise quant aux conditions de mise en œuvre de ces formations qui doit se faire à coûts constants. Le VP CFVU indique que l'établissement doit impérativement assurer la maîtrise financière de ces parcours sur les trois prochaines années.

Madame Christine Dransart, Directrice de l'IUT, est invitée à apporter toutes précisions. Madame Dransart indique que trois formations existantes ne disposent pas de LP adossées. Pour ces trois formations, la création d'une troisième année se fera *ex nihilo*. Le surcoût de leur mise en place sera compensé par l'augmentation des ressources propres.

Les spécialités des BUT proposées par l'IUT d'Avignon correspondent aux anciennes spécialités de DUT : statistique et informatique décisionnelle (STID), techniques de commercialisation (TC), génie biologique (GB) et packaging emballage et conditionnement (PEC), composées de deux à trois parcours chacune (cf. annexe point 6.3).

Le parcours de type 3 correspond à des DUT dans lesquels des options existaient avant comme le parcours GB. Les étudiants pourront s'inscrire directement dans les options de la formation sur Parcoursup. Pour les types 1 et 2, les étudiants ne feront pas le choix du parcours sur Parcoursup. Pour le département TC, les trois parcours qui demandent à être ouverts permettent d'intégrer les trois LP actuellement portées par ce département. Pour ces trois parcours, un certain nombre de blocs de compétences sont mutualisés, seuls quelques enseignements sont spécifiques à chaque parcours. En ce qui concerne le département STID, il n'existait pas de LP adossée. Ce département a fait le choix d'ouvrir les deux parcours créés par le Ministère de façon à conserver un maximum d'attractivité.

La Directrice de l'IUT précise que la réforme du BUT impose le recrutement de 50 % de bacheliers technologiques. Cette condition pose une réelle difficulté, spécifiquement pour le département STID qui accueille traditionnellement un effectif étudiant majoritairement de bacheliers généraux.

Enfin, il est proposé l'ouverture de parcours de type 2 pour le département PEC qui prévoient des blocs de compétences identiques mais à des niveaux divers.

Prenant la parole, le Président invite Madame Dransart à apporter des précisions sur les coûts de mise en œuvre de cette réforme au sein de l'IUT d'Avignon.

La Directrice de l'IUT indique que seuls les départements PEC et STID ouvrent deux parcours sans LP adossée. La mutualisation d'une grande partie des enseignements de ces parcours et l'ouverture de la troisième année en apprentissage devraient permettre de compenser les surcoûts.

Le Président sensibilise Madame Dransart sur la nécessité d'appréhender les coûts complets de mise en œuvre de cette réforme et notamment l'ensemble des heures statutaires des EC qui interviennent dans ces formations. L'Etat impose à l'établissement de prendre des décisions et d'approuver l'implication de ces décisions, néanmoins il convient de rester extrêmement précautionneux et de travailler très en amont en mode coûts complets/comptabilité analytique en étroite collaboration avec les services financiers et des ressources humaines. Si le vote du CA équivaut ce jour à une mise en conformité règlementaire, le Conseil devra à terme être éclairé sur les données financières accompagnant la mise en place de ces BUT.

Pour compléter, le VP CFVU indique que lors du dialogue stratégique et de gestion, l'établissement n'a pas manqué d'émettre des objections sur la mise en place de cette réforme à marche forcée et sans accompagnement financier. Un point sera fait à l'issue de deux à trois années de mise en œuvre pour mesurer avec précision l'impact financier pour l'établissement. A l'issue de cette analyse, la capacité de financement de l'établissement sera rediscutée et si des ajustements financiers ne peuvent pas être réalisés sur la SCSP, l'offre de ces parcours de BUT ou les capacités d'accueil qui y sont associées pourront être rediscutées.

Compte tenu de ce qui précède, le VP CA informe les administrateurs que le vote du Conseil portera sur le principe de création de ces parcours de BUT à la rentrée 2021 sous réserve que soient réunies les conditions notamment financières de leur mise en œuvre.

A l'issue de ces échanges, la parole est donnée aux membres du CA.

Madame Blanke témoigne de l'état d'épuisement des équipes pédagogiques de l'IUT pour la mise en place de cette réforme dès la rentrée 2021, de surcroît dans le contexte de crise sanitaire. Elle regrette que le Ministère n'ait pas répondu favorablement aux demandes de report émanant des différents acteurs de l'ESR. Cette réforme des BUT impose une approche par compétences qui a conduit les équipes à retravailler en profondeur le volet ingénierie pédagogique de ces formations. De nombreuses incertitudes pèsent sur les conditions d'ouverture de ces parcours à la rentrée 2021.

Le Président remercie Madame Blanke pour ce témoignage qui traduit, outre les difficultés pour l'institution elle-même, les difficultés rencontrées par les personnels de l'institution. L'établissement accompagnera étroitement l'IUT dans la mise en œuvre de cette réforme.

A défaut d'observation complémentaire, le VP CA soumet le principe de création de ces parcours de BUT au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité sous réserve que soient réunies les conditions notamment financières de leur mise en œuvre**

6.4 Approbation de l'offre de formation de l'Institut national supérieur du professorat et de l'éducation (INSPE) à la rentrée 2021

Le VP CA invite Madame Pascale Brandt-Pomares, Directrice de l'INSPE d'Aix-Marseille, à présenter ce point.

La nouvelle offre de formation de l'INSPE s'inscrit dans la même perspective que lors de la précédente accréditation, à savoir la consolidation d'un véritable continuum de formation depuis la licence jusqu'au master MEEF, l'adossement des formations à la recherche et la dynamisation des relations entre le terrain, la formation et la recherche en s'appuyant sur l'ensemble des compétences présentes à l'université et chez les partenaires qui œuvrent dans le système éducatif.

Si les principes restent les mêmes, le concours qui cette année encore intervient à l'issue du master 1, aura lieu dorénavant en fin de master. Ce déplacement du concours impose de revoir l'étalement des enseignements sur deux années. On passe d'un modèle de formation consécutif, partant de l'acquisition préalable des compétences disciplinaires pour se former ensuite à la pédagogie, à un modèle plus simultané permettant d'impulser une formation tout au long de la vie qui porte sur ces deux types de compétences.

Dans le cadre de cette nouvelle offre de formation, l'INSPE d'Aix-Marseille poursuit son approche par compétences. Les nouveaux principes d'évolution portent essentiellement sur l'alternance intégrative (TD délocalisés, tutorat mixte, stages d'observation et de pratique accompagnée en première année, alternance à tiers temps rémunérée en deuxième année...), des équipes pédagogiques plurielles (un tiers d'enseignants de terrain), un renforcement du lien recherche-formation (stage en laboratoire ou sur un terrain de recherche, rédaction d'un mémoire) et les nouvelles modalités du concours (textes à venir).

(cf. annexes point 6.4).

Prenant la parole, le VP CFVU indique que cette nouvelle offre de formation a recueilli l'avis favorable de la CFVU en sa séance du 26 novembre dernier.

Dans le cadre du partenariat avec l'INSPE, Monsieur Polidori rappelle qu'Avignon Université supporte les coûts des enseignements disciplinaires sur la première année du master MEEF. Cette nouvelle offre de formation ne devrait pas impliquer d'augmentation des volumes horaires disciplinaires. Madame Brandt-Pomares indique qu'un point sera fait à l'issue de la première année de réalisation pour s'assurer des coûts constants en ce qui concerne les contributions universitaires.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA. Aucune observation n'est formulée.

Le VP CA soumet la nouvelle offre de formation de l'INSPE d'Aix-Marseille au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

6.5 Approbation des capacités d'accueil en BUT, licence et master au titre de l'année universitaire 2021-2022

Le VP CA invite le VP CFVU à présenter ce point.

Les capacités d'accueil impactent directement le budget de l'établissement, à la hausse par l'allocation de financements sociés dans le cadre de la CSCP, mais également à la baisse puisque les augmentations de capacités introduisent des coûts supplémentaires.

Les capacités d'accueil 2021-2022 en BUT restent constantes en volumétrie par rapport à celles des DUT sur l'année en cours. Le VP CFVU invite la Directrice de l'IUT à apporter des précisions. Un simple rééquilibrage a été opéré dans la spécialité GB entre les deux options, la capacité d'accueil globale est inchangée. Comme indiqué précédemment, la répartition entre bacheliers généraux et bacheliers technologiques évoluent (50/50 contre 65/35 précédemment).

En ce qui concerne les capacités d'accueil en licence, le 9 avril dernier l'établissement a été notifié d'un réajustement à la baisse des financements qui avaient été alloués en 2019 pour des augmentations de capacités dans trois licences (40 places supplémentaires en droit, informatique et LLCER Anglais). Ce réajustement était lié selon le Ministère au non-respect du nombre d'inscrits Parcoursup par rapport à ces capacités augmentées. Les 225 000 euros qui ont été retirés correspondent à 90 places en année pleine en 2020. Or, le Ministère n'a pas comptabilisé les inscriptions tardives intervenues aux mois de novembre et décembre. Dans ce contexte, les réajustements opérés auraient dû porter sur un total de 34 places et non de 90. L'équipe de direction a exposé cette situation au Rectorat lors du dialogue stratégique et de gestion, indiquant que les recrutements nécessaires dans ces trois licences avaient déjà été réalisés. Le préjudice pour l'établissement va bien au-delà des 225 000 euros puisque les financements en L1 induisent des financements en L2 et en L3. Le manque à gagner en 2022 en année pleine est évalué à 524 000 euros et affecte la capacité de financement de l'établissement et *in fine* la campagne d'emplois (quatre postes sous réserve).

Les capacités d'accueil 2021-2022 en droit, informatique et LLCER Anglais tiennent compte de ces retraits de financements, équivalant à -21 places en droit, -29 places en LLCER Anglais et -40 places en informatique. Il est proposé de soumettre au vote du CA deux alternatives spécifiques à ces trois licences : les capacités d'accueil avec régularisation des financements et celles sans régularisation. L'établissement reste dans l'attente de la décision du MESRI. Ces capacités d'accueil réduites ont été saisies dans Parcoursup.

En ce qui concerne les capacités d'accueil en licence accès santé (LAS), il est proposé la création de 100 places en L1 LAS soit 40 en droit, et 20 respectivement en SVT, STAPS et informatique. Ces places interviennent dans des licences qui saturent déjà leur plafond de capacités d'accueil sur Parcoursup. Elles seront financées dès lors que l'établissement aura atteint ces augmentations de capacités. Le recrutement des EC en charge d'assurer l'encadrement de ces LAS reste dans l'attente de l'obtention des financements associés.

Par ailleurs, Aix-Marseille Université (AMU), partenaire de l'établissement dans le cadre des LAS, a demandé à ce qu'Avignon Université fasse un effort pour accueillir les étudiants vauclusiens reçus/collés inscrits en L1 PAS portée par la Faculté de Médecine d'AMU. Dans cette perspective, l'établissement propose la création de 40 places en L2 LAS soit 20 places en droit, 10 places en SVT et 5 places en STAPS APAS et STAPS EM. L'établissement a sollicité un financement pour ces places de L2 LAS et reste dans l'attente de la décision du Ministère.

En ce qui concerne les capacités d'accueil en master, celles-ci restent globalement constantes avec une légère tendance à augmenter pour l'année à venir. Le VP CFVU précise que cette année l'ensemble des masters de droit sélectionnent à l'entrée en M1 (fin du régime dérogatoire qui autorisait la sélection à l'entrée en M2). Désormais, l'établissement est tenu d'accueillir l'ensemble de l'effectif de M1 en M2. Le département de droit n'a pas souhaité augmenter les capacités d'accueil en M1 pour pouvoir offrir une insertion professionnelle à l'ensemble de ces étudiants. Le VP CFVU regrette ce choix qui conduit à une situation de fait risquant de tarir considérablement le nombre de candidats à l'école de magistrature et à l'école d'avocats. Cette difficulté est partagée au niveau national sur la recherche du juste équilibre entre le nombres d'entrants et de sortants et l'insertion professionnelle de ces apprenants.

(cf. annexes point 6.5).

La CFVU a émis un avis favorable sur les capacités d'accueil 2021-2022 en BUT, licence et master en ses séances des 26 novembre et 10 décembre 2020.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA. Aucune observation n'est formulée.

Le VP CA soumet ces capacités d'accueil au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

6.6 Approbation des attendus locaux et des critères d'examen des dossiers de candidature en BUT et licence (Parcoursup) au titre de l'année universitaire 2021-2022

Le CA est invité à se prononcer chaque année sur les attendus locaux et les critères d'examen des dossiers de candidature en BUT et licence qui engagent les commissions d'examen des vœux chargées de sélectionner les candidatures des néo-bacheliers. Une fois adoptés par le Conseil, ces attendus locaux et critères d'examen sont saisis sur Parcoursup.

Ces critères ont très peu évolué d'une année sur l'autre. Les mentions des baccalauréats décrites initialement ont été actualisées avec l'intégration des choix de spécialités aux critères de sélection (cf. annexes point 6.6).

Ces attendus locaux et critères d'examen des candidatures en BUT et licence ont recueilli l'avis favorable à l'unanimité de la CFVU en sa séance du 26 novembre dernier.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet les attendus locaux et critères d'examen des candidatures 2021-2022 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

6.7 Approbation des modalités et des conditions de sélection à l'entrée en master au titre de l'année universitaire 2021-2022

Comme précédemment, les modalités et conditions de sélection à l'entrée en master doivent être adoptées chaque année pour être ensuite saisies sur le portail national « Trouver mon master ». Elles engagent l'établissement sur les conditions de sélection des dossiers de candidature étudiants.

Ces modalités et conditions de sélection sont sensiblement les mêmes que l'année en cours (*cf. annexe point 6.7*).

Il est précisé que le régime dérogatoire permettant la sélection à l'entrée en M2 droit n'est pas reconduit pour l'année 2021-2022. Les masters droit sélectionneront dès l'entrée en première année, à l'instar de tous les autres masters.

Ces modalités et conditions de sélection ont recueilli l'avis favorable à l'unanimité de la CFVU en sa séance du 26 novembre 2020.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet ces modalités et conditions de sélection à l'entrée en master au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

6.8 Aides exceptionnelles aux étudiants (reliquat 2019-2020) : approbation des propositions de la Commission « Contribution de vie étudiante et de campus » (séance du 19 novembre 2020)

Le VP CA invite Madame Audrey Abonnen, Vice-présidente déléguée à la Vie universitaire (VP VU), à présenter ce point.

Les aides exceptionnelles votées en Commission « Contribution de vie étudiante et de campus » (CVEC) le 19 novembre dernier correspondent à des demandes d'aides à l'achat d'équipements informatiques ou liées à la perte d'un emploi ou d'un stage rémunéré qui ont été réceptionnées entre la Commission CVEC du 30 juin 2020 et la fermeture estivale de l'établissement. Le montant global des aides ayant recueilli un avis favorable de la Commission CVEC et de la CFVU se porte à 1 400 euros dont 600 euros d'aides à l'achat d'équipements informatiques et 800 euros d'aides liées à la perte d'un emploi ou d'un stage rémunéré (*cf. annexe point 6.8*).

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA. Aucune observation n'est formulée.

Le VP CA soumet les propositions de la Commission CVEC au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

7 Conventions

7.1 Approbation de la convention de coopération entre Avignon Université, l'Institut Supérieur d'Agriculture Rhône-Alpes (ISARA) et l'Institut de Formation Régional des Industries Alimentaires de la Région Sud PACA (IFRIA) au titre de l'année universitaire 2020-2021

Cette convention tripartite prévoit les modalités de coopération entre l'université, l'ISARA et l'IFRIA PACA dans le cadre de la LP « Industries agroalimentaires : gestion, production et valorisation » portée par l'IUT (*cf. annexe point 7.1*).

Elle a recueilli l'avis favorable à l'unanimité du Conseil d'IUT en sa séance du 2 novembre 2020.

La parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet cette convention au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

7.2 Approbation de la convention de coopération entre Avignon Université et l'Institut Supérieur de Formation Fruits et Légumes (ISFFEL) au titre de l'année universitaire 2020-2021

Cette convention précise les modalités de coopération entre l'université et l'ISFEEL dans le cadre de la LP « Commerce et Distribution » portée par l'IUT (*cf. annexe point 7.2*).

Elle a recueilli l'avis favorable à l'unanimité du Conseil d'IUT en sa séance du 2 novembre 2020.

La parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet cette convention au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

7.3 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique entre Avignon Université et la SARL IBL au titre de l'année universitaire 2020-2021 (dépassement seuil tarifaire)

Ce projet de convention prévoit les modalités de coopération entre l'université et la SARL IBL dans le cadre de prestations de formation en anglais auprès des doctorants (*cf. annexe point 7.3*).

Conformément à la délibération n°2017-055 du CA en sa séance du 27 juin 2017, ce projet prévoyant un taux de rémunération horaire dépassant au-delà de deux fois le taux horaire équivalent TD (hTD), il doit être soumis à l'approbation préalable du Conseil.

En l'espèce, le dépassement du seuil tarifaire s'explique par la spécificité de cette formation en anglais appliquée aux procédés de recherche (traduction et aide à la rédaction d'articles scientifiques notamment).

La parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet ce projet de convention au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

7.4 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique entre Avignon Université et l'Association Rheso au titre de l'année universitaire 2020-2021 (dépassement seuil tarifaire)

Ce projet de convention prévoit les modalités de coopération pédagogique entre l'université et l'Association Rheso dans le cadre de l'unité d'enseignement d'ouverture (UEO) « Egalité, genre : prévention et gestion des violences » (*cf. annexe point 7.4*).

Comme précédemment, ce projet prévoyant un taux de rémunération horaire dépassant au-delà de deux fois le taux horaire équivalent TD (hTD), il doit être soumis à l'approbation préalable du Conseil.

La parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet ce projet de convention au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

8 Questions diverses

Néant

Prenant la parole, le Président informe les membres du CA qu'en-sus des 500 000 euros de masse salariale évoqué précédemment, l'établissement a été notifié de l'obtention de 100 000 euros supplémentaires pour le financement de l'EUR InterMedius.


En parallèle, l'équipe de gouvernance a été informée ce jour qu'1 million d'euros serait alloué à l'université dans le cadre du plan « France Relance » pour conduire notamment les projets de rénovation complète du bâtiment du 58^e RI, d'isolation et de couverture photovoltaïque de la toiture du CERI, d'installation de systèmes de pompes à débit variable pour les chaudières, d'éclairage LED pour les bâtiments nord et sud du site centre-ville.


Par ailleurs, dans le cadre de la crise sanitaire actuelle, le gouvernement a annoncé un renforcement massif du tutorat dans les universités. L'établissement recevra à ce titre 96 000 euros pour financer le recrutement de tuteurs étudiants chargés de venir en accompagnement et en soutien des étudiants néo-entrants (contrats au cours du semestre 2 de l'année en cours).

En ce qui concerne plus globalement les modalités de reprise du semestre 2, des discussions sont en cours au niveau national avec le MESRI, la Conférence des présidents d'université (CPU) et la Conférence des grandes écoles en vue de l'élaboration d'une feuille de route spécifique à l'ESR. De nouvelles instructions devraient être communiquées aux universités d'ici la réouverture de janvier. Le modèle de fonctionnement du second semestre actuellement à l'étude est un modèle stable sur l'année entière avec du présentiel renforcé. Tous les acteurs sont alignés pour faciliter des retours sur site beaucoup plus réguliers pour les étudiants et les personnels des universités.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 17h55.

Le Président d'Avignon Université


Philippe ELLERKAMP


PRÉSIDENCE
AVIGNON
UNIVERSITÉ
74 rue
Louis Pasteur
84029 Avignon
cedex 1